

La publication des chiffres du chômage fait débat

LEMONDE.FR avec AFP | 30.05.07 | 12h18 • Mis à jour le 30.05.07 | 12h35

Le nouveau gouvernement va être confronté à sa première publication de chiffres mensuels du chômage, portant sur le mois d'avril. Le quinquennat de Jacques Chirac s'était achevé sur un taux ramené à 8,3 % en mars. Mais l'ampleur de la décrue reste contestée. Des chercheurs se sont interrogés, mardi 29 mai, sur la pertinence de la publication mensuelle des chiffres du chômage de l'ANPE, lors des "Etats généraux des chiffres du chômage et de la précarité" organisés par le collectif ACDC ([Les autres chiffres du chômage](#)), avant l'annonce des chiffres du mois d'avril.

"Il faut arrêter de publier ces chiffres tous les mois et se concentrer sur les statistiques trimestrielles de l'enquête emploi de l'Insee", a estimé [Esther Duflo](#), économiste au Massachusetts Institute of Technology (MIT), soulignant que "les évolutions mensuelles n'ont pas grand-chose à nous dire sur l'efficacité des politiques publiques, mais dépendent surtout de variations saisonnières et d'évolutions macroéconomiques". Certains estiment d'ailleurs que la publication d'une fourchette, plutôt que d'un chiffre précis, permettrait de prendre en compte ces aléas.

La publication mensuelle des chiffres du chômage pourrait même, selon Esther Duflo, être contreproductive. *"L'attention portée à ce chiffre tous les mois conduit les hommes politiques à décider des actions qui vont avoir un effet immédiat, même s'ils savent que ce ne sont pas les bonnes politiques, a-t-elle ajouté. Le nombre de chômeurs donné par l'ANPE est à la fois un levier d'action politique, sur lequel des mesures peuvent avoir un effet immédiat comme les radiations, les contrats aidés ou les entrées en stage, et c'est aussi un thermomètre", a-t-elle noté, en soulignant que "ce mélange des genres est néfaste".*

"Le taux de chômage est un indicateur de moins en moins pertinent pour juger de l'efficacité du marché de l'emploi", a ajouté [Raymond Torrès](#), économiste à l'OCDE, soulignant "une porosité croissante entre le chômage et d'autres catégories", comme les allocataires du RMI notamment. "Il faut aller vers un concept de 'non-emploi' plus large que celui du chômage, pour pouvoir mesurer la précarité et la pauvreté dans l'emploi", a-t-il dit, en citant "les travailleurs pauvres et le déclassement salarial" comme "indicateurs qui seraient utiles". Le collectif d'associations, syndicats et statisticiens ACDC conteste depuis Noël les chiffres officiels du chômage issus des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE.

LE SUIVI MENSUEL CRITIQUÉ PAR DES ÉCONOMISTES

Avec 1,2 % de baisse fin avril, le taux de chômage continue sa décrue

Rémi Barroux, Le Monde 1er Juin 2007

NICOLAS SARKOZY bénéficie de la baisse du chiffre du chômage, un mouvement continu depuis plus de deux ans. Même si, avec un taux de 8,2 % fin avril, l'objectif que s'est fixé le chef de l'Etat de ramener à 5 % le taux de chômage d'ici la fin de son mandat, n'est pas à portée de vue.

Selon les chiffres révélés par le ministère de l'économie, des finances et de l'emploi, mercredi 30 mai, la France a enregistré une baisse de 25 300 chômeurs à fin avril, pour un total de 2 011 300 inscrits en catégorie 1 (recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, sans avoir travaillé plus de 78 heures dans le mois), soit - 1,2 % par rapport au mois précédent. La diminution est cependant moins forte qu'en mars, un cru exceptionnel puisque l'ANPE avait enregistré près de 30 000 chômeurs de moins sur ses listes.

En avril, comme les mois précédents, le chômage des jeunes affiche une baisse de 1,7 % sur un mois, portant à 10,6 % le reflux sur un an. Ce qui n'empêche toutefois pas le taux de chômage des moins de 25 ans présents sur le marché du travail de se maintenir à un niveau élevé : 21,1 %.

La baisse est aussi sensible pour les chômeurs de longue durée, inscrits depuis plus d'un an, - 2,4 % sur un mois (en mars, la diminution était de 3,2 %). Ces derniers représentent près d'un tiers des inscrits à l'ANPE. Le chômage des seniors recule aussi, mais dans une proportion moindre comparée aux résultats des derniers mois, - 0,8 % pour avril et - 1,8 % en mars.

La polémique autour de la pertinence des statistiques reste vive. Mardi, 200 statisticiens, chercheurs, syndicalistes et militants associatifs se sont réunis à Paris pour des Etats généraux des chiffres du chômage et de la précarité. Se servant des analyses du collectif Les Autres chiffres du chômage (ACDC), ils ont critiqué un " *système statistique à bout de souffle* ", un " *suiivi mensuel factice et source de confusion* ". Selon eux, " *la focalisation sur un chiffre unique du chômage traduit une vision archaïque du marché du travail* ".

Les militants ont avancé la nécessité de travailler sur des " *indicateurs trimestriels fiables et pertinents* ". Ils ont reçu le renfort d'une économiste du MIT (Massachusetts Institute of Technology), Esther Duflo. " *Les évolutions mensuelles n'ont pas grand-chose à nous dire sur l'efficacité des politiques publiques, mais dépendent surtout de variations saisonnières et d'évolutions macroéconomiques* ", a-t-elle expliqué. Raymond Torres, économiste à l'OCDE, a estimé que " *le taux de chômage est un indicateur de moins en moins pertinent pour juger de l'efficacité du marché de l'emploi* ". Jean-Louis Borloo n'est pas si éloigné de cette thèse. Arrivé à Bercy, et chargé de la mission " *chômage à 5 %* ", le ministre marquera-t-il sa distance avec ce rendez-vous mensuel, surtout quand celui-ci offre au gouvernement des taux à la baisse ?